



CHAPITRE 1

CHAPTER 1

Loi assurant aux usagers la reprise des services normaux de la Commission de transport de Montréal

An Act to ensure for users the resumption of the normal services of the Montreal Transportation Commission

[Sanctionnée le 21 octobre 1967]

[Assented to 21st October 1967]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

SECTION I

DIVISION I

REPRISE DES SERVICES DE TRANSPORT EN COMMUN

RESUMPTION OF PUBLIC TRANSPORT SERVICES

Retour
au travail.

1. Toute personne qui était à l'emploi de la Commission de transport de Montréal le 20 septembre 1967 doit, dans les quarante-huit heures qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, retourner au travail et remplir les devoirs de la fonction qu'elle occupait alors.

1. Every person who was employed by the Montreal Transportation Commission on the 20th of September 1967 shall, within forty-eight hours after the coming into force of this act, return to work and perform the duties of the position which he then held. Return to work.

Reprise
des servi-
ces.

2. La Commission de transport de Montréal doit, dans les quarante-huit heures qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, organiser la reprise de ses services et réintégrer dans leurs fonctions toutes les personnes visées à l'article 1.

2. Within forty-eight hours after the coming into force of this act, the Montreal Transportation Commission shall arrange for the resumption of its services and shall reinstate in their positions all the persons contemplated in section 1. Resump-
tion of
services.

Mesures
discipli-
naires
prohibées.

3. Aucune mesure disciplinaire ne doit, en raison de la grève actuellement en cours ou d'actes posés pendant cette grève, être exercée par la Commission de transport de Montréal contre une personne qui se conforme à l'article 1.

3. No disciplinary measure shall be taken by the Montreal Transportation Commission, by reason of the current strike or of things done during such strike, against any person who complies with section 1. Disciplin-
ary meas-
ures pro-
hibited.

Respon-
sabilité
des asso-
ciations.

4. Toute association accréditée par la Commission des relations de travail du Québec pour représenter des employés de

4. Every association certified by the Québec Labour Relations Board to represent employees of the Montreal Trans- Responsi-
bility of
associa-
tions.

la Commission de transport de Montréal ou reconnue à cette fin par cette dernière, ainsi que toute union, fédération ou confédération à laquelle adhère une telle association doit prendre les moyens appropriés pour amener les membres d'une telle association à se conformer à l'article 1.

transportation Commission or recognized by the latter for such purpose, and every union, federation or confederation to which any such association belongs or adheres shall take the appropriate steps to induce the members of such association to comply with section 1.

SECTION II

DIVISION II

CONDITIONS DE TRAVAIL PROVISOIRES

PROVISIONAL CONDITIONS OF EMPLOYMENT

Dernière convention collective continuée avec certaines modifications.

5. La dernière convention collective conclue entre la Commission de transport de Montréal et le Syndicat des employés du transport de Montréal (C.S.N.) est en vigueur, nonobstant l'expiration du terme qui y était stipulé, jusqu'à ce qu'elle soit renouvelée ou remplacée par une nouvelle convention collective ou qu'une sentence arbitrale soit rendue conformément à la section III; toutefois la convention ainsi prolongée est modifiée de façon à rendre applicables les ententes écrites qui sont intervenues entre les parties lors des négociations en vue du renouvellement ou du remplacement de cette convention, les propositions faites par la Commission de transport de Montréal en date du 21 septembre 1967 et les recommandations contenues dans le rapport du juge François Chevalier en date du 3 octobre 1967.

La convention ainsi prolongée et modifiée constitue une convention collective conclue en vertu du Code du travail.

5. The latest collective agreement between the Montreal Transportation Commission and the *Syndicat des employés du transport de Montréal* (C.S.N.) shall be in force, notwithstanding the expiration of the term stipulated therein, until renewed or replaced by a new collective agreement or until an arbitration award is rendered under Division III; nevertheless the agreement so extended is amended so as to render applicable the written agreements made between the parties during the negotiations for the renewal or replacement of such agreement, the proposals made by the Montreal Transportation Commission dated the 21st of September 1967 and the recommendations contained in the report of Mr. Justice François Chevalier dated October 3rd 1967.

Latest collective agreement continued with certain amendments.

Convention en vertu du Code du travail.

The agreement so extended and amended shall constitute a collective agreement made under the Labour Code.

Agreement under Labour Code.

Conditions de travail applicables avec certaines modifications.

6. Les conditions de travail applicables aux personnes qui étaient à l'emploi de la Commission de transport de Montréal le 20 septembre 1967 et qui étaient alors des salariés au sens du Code du travail mais qui n'étaient pas représentées par le syndicat visé à l'article 5 sont celles qui existaient à cette date mais elles sont modifiées de façon à rendre applicables les ententes écrites qui sont intervenues lors des négociations en vue de conclure une convention collective, entre la Commission et les associations reconnues par la Commission des relations de travail du Québec pour représenter ces personnes (*Le syndicat des employés du service de la sécurité de la Commission de transport de Montréal* (C.S.N.), *Le syndicat des employés de bureau de la Commission de transport de Montréal*

6. The conditions of employment applicable to the persons who were employed by the Montreal Transportation Commission on the 20th of September 1967 and who were then employees within the meaning of the Labour Code but were not represented by the union contemplated in section 5 shall be those which existed on that date, but they are amended so as to render applicable the written agreements made during the negotiations for the making of a collective agreement, between the Commission and the associations recognized by the Québec Labour Relations Board to represent such persons (*Le syndicat des employés du service de la sécurité de la Commission de transport de Montréal* (C.S.N.), *Le syndicat des employés de bureau de la Commission de*

Conditions of employment applicable with certain amendments.

(C.S.N.), les propositions faites par la Commission de transport de Montréal en date du 21 septembre 1967 et les recommandations contenues dans le rapport du juge François Chevalier en date du 3 octobre 1967.

Applica-
tion.

Ces conditions de travail ainsi modifiées sont applicables à l'égard des personnes représentées par de telles associations jusqu'à ce qu'une sentence arbitrale soit rendue conformément à la section III ou qu'une convention collective soit conclue conformément au Code du travail entre la Commission et l'association accréditée pour les représenter.

Conven-
tion en
vertu du
Code du
travail.

Jusqu'à ce qu'une telle convention soit conclue ou qu'une telle sentence soit rendue, ces conditions de travail constituent une convention collective conclue en vertu du Code du travail.

Condi-
tions de
travail ap-
plicables
avec cer-
taines mo-
difications.

7. Les conditions de travail applicables aux personnes qui étaient à l'emploi de la Commission de transport de Montréal le 20 septembre 1967 mais auxquelles ne s'appliquent pas les articles 5 et 6, sont celles qui existaient à cette date mais elles sont modifiées de façon à rendre applicables les ententes écrites qui sont intervenues lors des négociations en vue de conclure une entente, entre la Commission et les associations déjà reconnues par elle pour représenter ces personnes (*Le Syndicat des contremaîtres et contremaîtres adjoints de la Commission de transport de Montréal, Le Syndicat des surveillants, instructeurs, expéditeurs, inspecteurs et adjoints de la Commission de transport de Montréal*), les propositions faites par la Commission de transport de Montréal en date du 20 septembre 1967 ainsi que les recommandations contenues dans le rapport du juge François Chevalier en date du 3 octobre 1967; jusqu'à ce qu'une sentence arbitrale soit rendue à l'égard de ces personnes conformément à la section III ou qu'une entente relative à leurs conditions de travail intervienne entre la Commission et l'association reconnue par elle pour les représenter, les conditions de travail ainsi modifiées s'appliquent et la grève est interdite à ces personnes.

transport de Montréal (C.S.N.), the proposals made by the Montreal Transportation Commission and dated the 21st of September 1967 and the recommendations contained in the report of Mr. Justice François Chevalier dated October 3rd 1967.

Applica-
tion.

Such conditions of employment so amended shall apply with respect to the persons represented by such associations until an arbitration award is rendered under Division III or a collective agreement is made in accordance with the Labour Code between the Commission and the association certified to represent them.

Agree-
ment
under
Labour
Code.

Until such an agreement is made or such an award is rendered, such conditions of employment shall constitute a collective agreement made under the Labour Code.

Condi-
tions of
employ-
ment ap-
plicable
with
certain
amend-
ments.

7. The conditions of employment applicable to the persons who were employed by the Montreal Transportation Commission on the 20th of September 1967 but to whom sections 5 and 6 do not apply shall be those which existed on that date, but they are amended so as to render applicable the written agreements made during the negotiations for the making of a settlement between the Commission and the associations already recognized by it to represent such persons (*Le Syndicat des contremaîtres et contremaîtres adjoints de la Commission de transport de Montréal, Le Syndicat des surveillants, instructeurs, expéditeurs, inspecteurs et adjoints de la Commission de transport de Montréal*), the proposals made by the Montreal Transportation Commission under date of the 20th of September 1967 and the recommendations contained in the report of Mr. Justice François Chevalier dated October 3rd 1967; until an arbitration award is rendered with respect to such persons under Division III or an agreement respecting their conditions of employment is made between the Commission and the association recognized by it to represent them, the conditions of employment so amended shall apply and such persons are forbidden to strike.

Litige équivalent à un grief au sens du Code du travail.

8. Tout litige relatif à l'application des ententes, propositions et recommandations visées aux articles 5 et 6 est un grief au sens du Code du travail; nonobstant toute disposition inconciliable du Code du travail ou de la convention collective le cas échéant, ce grief est décidé par l'arbitre nommé en vertu de l'article 10; l'article 89 du Code du travail s'applique à cette décision.

8. Any litigation respecting the application of the agreements, proposals and recommendations contemplated in sections 5 and 6 shall be a grievance within the meaning of the Labour Code; notwithstanding any inconsistent provision of the Labour Code or of the collective agreement should the case arise, such grievance shall be decided by the arbitration officer appointed under section 10; section 89 of the Labour Code shall apply to such decision.

Litigation deemed grievance within the meaning of the Labour Code.

Compétence de l'arbitre.

Cet arbitre a aussi compétence exclusive pour décider tout désaccord sur l'interprétation et l'application des ententes, propositions et recommandations visées à l'article 7; sa sentence est alors finale, elle lie les parties et a l'effet d'une entente conclue entre elles.

Such arbitration officer shall also have exclusive competence to decide any disagreement respecting the interpretation and application of the agreements, proposals and recommendations contemplated in section 7; his award shall then be final and binding on the parties and shall have the effect of an agreement made between them.

Competence of arbitration officer.

SECTION III

RÈGLEMENT DU DIFFÉREND

Conciliateur.

9. Le ministre du travail doit, dans les quatre jours qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, charger un conciliateur de rencontrer les représentants de la Commission de transport de Montréal et de chacune des associations visées aux articles 5, 6 et 7 dont les membres se sont conformés à l'article 1, et de tenter d'effectuer un accord dans les quinze jours qui suivent sa nomination. Les négociations doivent alors commencer et se poursuivre avec diligence et bonne foi.

9. Within four days after the coming into force of this act, the Minister of Labour shall instruct a conciliation officer to meet the representatives of the Montreal Transportation Commission and of each of the associations contemplated in sections 5, 6 and 7 the members whereof have complied with section 1, and endeavour to effect an agreement within fifteen days after his appointment. Negotiations must then be begun and carried on diligently and in good faith.

Conciliation officer.

Rapport.

Le conciliateur doit, à l'expiration de son mandat, faire rapport au ministre du travail sur l'état des négociations.

Upon the expiration of his term, the conciliation officer shall report to the Minister of Labour on the state of the negotiations.

Report.

Prolongation de mandat du conciliateur.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut alors, sur l'avis du ministre du travail, prolonger le mandat du conciliateur d'une autre période de quinze jours; à l'expiration de ce mandat, le conciliateur doit de nouveau faire rapport au ministre du travail sur l'état des négociations.

The Lieutenant-Governor in Council may then, upon the advice of the Minister of Labour, extend the term of the conciliation officer by another period of fifteen days; upon the expiration of such term, the conciliation officer shall again report to the Minister of Labour on the state of the negotiations.

Extension of term of conciliation officer.

Assistance obligatoire.

Les parties au différend ont l'obligation d'assister à toutes les réunions où le conciliateur les convoque.

The parties to the dispute must attend all meetings to which they are called by the conciliation officer.

Obligatory attendance.

Arbitrage
au cas de
concilia-
tion in-
fructu-
euse.

10. Si l'intervention du conciliateur est infructueuse, le différend qui oppose la Commission de transport de Montréal aux personnes qui étaient à son emploi le 20 septembre 1967 est soumis à un arbitre nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation conjointe des parties au différend.

Nomina-
tion par
gouverne-
ment à
défaut
d'entente.

À défaut par les parties de s'entendre sur le choix de l'arbitre dans les sept jours qui suivent la réception d'un avis du ministre du travail les invitant à s'entendre sur ce choix, le lieutenant-gouverneur en conseil nomme l'arbitre d'office.

Asses-
seurs.

11. L'arbitre est assisté, le cas échéant, dans l'exercice des devoirs de sa charge par deux assesseurs dont l'un est désigné par la Commission de transport de Montréal et l'autre conjointement par les associations d'employés qui sont parties au différend.

Séances.

12. L'arbitre peut siéger ou délibérer en l'absence des assesseurs ou de l'un d'entre eux.

Disposi-
tions ap-
plicables.

13. Les articles 69 à 80, 91 et 92 du Code du travail s'appliquent à l'arbitre et à sa sentence qui est finale et lie les parties.

Effet de
la senten-
ce arbi-
trale.

14. Dans le cas des personnes visées aux articles 5 et 6, la sentence arbitrale a l'effet d'une convention collective conclue par les parties en vertu du Code du travail; elle prévaut sur toute disposition inconciliable de la convention qu'elle modifie; elle peut être exécutée suivant l'article 81 du Code du travail.

Idem.

15. Dans le cas des personnes visées à l'article 7, la sentence arbitrale a l'effet d'une entente entre la Commission de transport de Montréal et les associations déjà reconnues par elle pour représenter ces personnes.

10. If the intervention of the conciliation officer has been unsuccessful, the dispute between the Montreal Transportation Commission and the persons who were employed by it on the 20th of September 1967 shall be submitted to an arbitration officer appointed by the Lieutenant-Governor in Council upon the joint recommendation of the parties to the dispute.

If the parties do not agree as to the choice of the arbitration officer within seven days after receiving a notice from the Minister of Labour asking them so to agree, the Lieutenant-Governor in Council shall appoint the arbitration officer *ex officio*.

11. The arbitration officer shall be assisted, if necessary, in the performance of his duties, by two assessors, one of whom shall be appointed by the Montreal Transportation Commission and the other jointly by the associations of employees that are parties to the dispute.

12. The arbitration officer may sit or deliberate in the absence of the assessors or of one of them.

13. Sections 69 to 80, 91 and 92 of the Labour Code shall apply to the arbitration officer and to his award which shall be final and binding on the parties.

14. In the case of the persons contemplated in sections 5 and 6, the arbitration award shall have the effect of a collective agreement made by the parties under the Labour Code; it shall prevail over any inconsistent provision of the agreement that it amends; it may be executed in accordance with section 81 of the Labour Code.

15. In the case of the persons contemplated in section 7, the arbitration award shall have the effect of an agreement between the Montreal Transportation Commission and the associations already recognized by it to represent such persons.

Arbitra-
tion in
case of
unsuccess-
ful concilia-
tion.

Appoint-
ment by
govern-
ment if
parties do
not agree.

Assessors.

Sittings.

Provisions
to apply.

Effect of
arbitra-
tion
award.

Idem.

SECTION IV

PÉNALITÉ

Peine
pour in-
fraction.

16. Quiconque contrevient à l'article 1 et toute personne visée à l'article 7 qui participe à une grève interdite par cet article, commet une infraction et est passible d'une amende de \$25 à \$100 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction, avec ou sans emprisonnement pour une durée d'au plus un mois.

Infraction
et peine;
fonction-
naires, etc.

17. Tout fonctionnaire, administrateur, employé, agent ou conseiller de la Commission de transport de Montréal qui participe à un acte posé par la Commission contrairement à l'article 3 ou qui y consent ou acquiesce, commet une infraction et est passible d'une amende de \$500 à \$1,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction, avec ou sans emprisonnement pour une durée d'au plus un an.

Idem.

Tout fonctionnaire, administrateur, employé, agent ou conseiller de la Commission de transport de Montréal qui participe à un acte posé par la Commission contrairement à l'article 2 ou qui y consent ou acquiesce, commet une infraction et est passible d'une amende de \$5,000 à \$50,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction, avec ou sans emprisonnement pour une durée d'au plus un an.

Infraction
et peine;
associa-
tions, etc.

18. Toute association accréditée par la Commission des relations de travail du Québec pour représenter des personnes qui étaient à l'emploi de la Commission de transport de Montréal le 20 septembre 1967 ou reconnue par cette dernière pour représenter de telles personnes ainsi que toute union, fédération ou confédération à laquelle adhère une de ces associations, qui autorise, encourage ou incite une personne à contrevenir à l'article 1 ou qui contrevient à l'article 4, commet une infraction et est passible d'une amende de \$5,000 à \$50,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel cette personne contrevient à l'article 1 ou pendant lequel dure la contravention à l'article 4.

DIVISION IV

PENALTIES

16. Any person who infringes section 1 and any person contemplated in section 7 who participates in a strike prohibited by that section, is guilty of an offence and liable to a fine of \$25 to \$100 for each day or part of a day during which the offence continues, with or without imprisonment for a period not exceeding one month.

Penalty
for of-
fence.

17. Any officer, director, employee, agent or adviser of the Montreal Transportation Commission who participates in any act done by the Commission contrary to section 3, or who assents thereto or acquiesces therein, is guilty of an offence and liable to a fine of \$500 to \$1,000 for each day or part of a day during which the offence continues, with or without imprisonment for a period not exceeding one year.

Offence
and penal-
ty; of-
ficers, etc.

Any officer, director, employee, agent or adviser of the Montreal Transportation Commission who participates in any act done by the Commission contrary to section 2, or who assents thereto or acquiesces therein, is guilty of an offence and liable to a fine of \$5,000 to \$50,000 for each day or part of a day during which the offence continues, with or without imprisonment for a period not exceeding one year.

Idem.

18. Every association certified by the Québec Labour Relations Board to represent persons who were employed by the Montreal Transportation Commission on the 20th of September 1967, or recognized by the latter to represent such persons, and every union, federation or confederation to which any of such associations belongs or adheres, which authorizes, encourages or incites a person to infringe section 1 or which infringes section 4, is guilty of an offence and liable to a fine of \$5,000 to \$50,000 for each day or part of a day during which such person infringes section 1 or during which the infringement of section 4 continues.

Offence
and penal-
ty; asso-
ciations,
etc.

Fonctionnaire, etc., réputé partie à l'infraction, etc.

Lorsqu'une de ces associations, unions, fédérations ou confédérations a commis une infraction prévue à l'alinéa précédent, chacun de ses fonctionnaires, administrateurs, employés, agents ou conseillers qui a participé à l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti ou acquiescé, est réputé être partie à l'infraction et est passible de la peine prévue pour l'infraction, avec ou sans emprisonnement pour une durée d'au plus un an, que l'association, l'union, la fédération ou la confédération ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

Infraction et peine; fonctionnaire, etc.

19. Tout fonctionnaire, administrateur, employé, agent ou conseiller d'une association, union, fédération ou confédération visée à l'article 18, qui autorise, encourage ou incite une personne à contrevenir à l'article 1, commet une infraction et est passible d'une amende de \$5,000 à \$50,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel cette personne contrevient à l'article 1, avec ou sans emprisonnement pour une durée d'au plus un an.

Id., association, etc.

L'association, l'union, la fédération ou la confédération visée à l'article 18, dont un fonctionnaire, administrateur, employé, agent ou conseiller commet une infraction prévue à l'alinéa précédent, est partie à cette infraction et passible de l'amende prévue au même titre que cette personne.

Poursuites.

20. Les poursuites prévues aux articles 16 à 19 ne peuvent être intentées que par le procureur général ou une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin.

Peine pour infraction.

21. Toute partie au différend visé à l'article 10, qui fait défaut de se conformer à une obligation imposée par l'article 9, commet une infraction et est passible d'une amende de \$500 à \$1,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction.

Poursuites sommaires.

22. Les peines prévues aux articles 16 à 19 et à l'article 21 sont imposées sur

Where any of such associations, unions, fédérations or confederations has been guilty of an offence contemplated in the preceding paragraph, each of its officers, directors, employees, agents or advisers who participated in the commission of the offence, or who assented thereto or acquiesced therein shall be deemed a party to the offence and shall be liable to the fine provided for the offence, with or without imprisonment for a period not exceeding one year, whether or not the association, union, federation or confederation has been prosecuted or convicted.

Officer, etc., deemed party to offence, etc.

19. Every officer, director, employee, agent or adviser of an association, union, federation or confederation contemplated in section 18 who authorizes, encourages or incites a person to infringe section 1, is guilty of an offence and liable to a fine of \$5,000 to \$50,000 for each day or part of a day during which such person infringes section 1, with or without imprisonment for a period not exceeding one year.

Offence and penalty; officer, etc.

Any association, union, federation or confederation contemplated in section 18 whereof an officer, director, employee, agent or adviser is guilty of an offence contemplated in the preceding paragraph, is a party to such offence and liable to the prescribed fine in the same manner as such person.

Id., association, etc.

20. The proceedings contemplated in sections 16 to 19 may be instituted only by the Attorney-General or a person generally or specially authorized by him in writing for such purpose.

Proceedings.

21. Any party to the dispute contemplated in section 10 who fails to comply with an obligation imposed by section 9 is guilty of an offence and liable to a fine of \$500 to \$1,000 for each day or part of a day during which the offence continues.

Penalty for offence.

22. The penalties provided in sections 16 to 19 and in section 21 shall be imposed

Summary proceedings.

poursuite sommaire et la deuxième partie de la Loi des poursuites sommaires s'applique.

Révocation d'accréditation.

23. La Commission des relations de travail du Québec doit, à la demande du procureur général, révoquer l'accréditation qu'elle a accordée à toute association visée aux articles 5 ou 6 s'il est établi que moins de 70% des personnes à l'égard desquelles cette association est accréditée se sont conformées à l'article 1.

Effet de la révocation.

24. Lorsque l'accréditation d'une association est révoquée en vertu de l'article 23, cette association ne peut plus être accréditée par la Commission des relations de travail du Québec dans les douze mois qui suivent cette révocation ni tant que les amendes imposées en vertu de la présente loi à cette association, à une union, fédération ou confédération à laquelle adhère cette association ou à chacun de leurs fonctionnaires, administrateurs, employés, agents ou conseillers n'ont pas été entièrement payées; aucune autre association qui adhère à une union, fédération ou confédération d'associations à laquelle adhérerait l'association dont l'accréditation a été ainsi révoquée, ne peut, au cours de la même période, être ou demeurer accréditée par la Commission des relations de travail du Québec pour représenter des employés qui étaient membres de l'association dont l'accréditation a été révoquée.

Idem.

25. Lorsque l'accréditation d'une association a été révoquée en vertu de la présente loi, les employés représentés par cette association cessent alors d'être régis par toute convention collective alors en vigueur et l'arbitre nommé en vertu de l'article 10 cesse d'avoir compétence pour décider le différend qui oppose cette association à la Commission de transport de Montréal ou un litige visé à l'article 8 à l'égard d'un membre d'une telle association; de plus toute sentence rendue conformément à la section III à l'égard des employés membres d'une association dont l'accréditation a été révoquée est sans effet.

upon summary proceeding and Part II of the Summary Convictions Act shall apply.

23. Upon the request of the Attorney-General, the Québec Labour Relations Board shall cancel its certification of any association contemplated in section 5 or section 6 if it is established that less than 70% of the persons with respect to whom such association is certified have complied with section 1.

Cancellation of certification.

24. Where the certification of an association is cancelled under section 23, such association shall not thereafter be certified by the Québec Labour Relations Board during the twelve months following such cancellation or as long as the fines imposed under this act upon such association, upon a union, federation or confederation to which such association belongs or adheres, or upon any of their officers, directors, employees, agents or advisers have not been fully paid; no other association that belongs or adheres to a union, federation or confederation of associations to which the association whose certification has been so cancelled belonged or adhered shall, during the same period, be or remain certified by the Québec Labour Relations Board to represent employees who were members of the association whose certification has been cancelled.

Effect of cancellation.

25. Where the certification of an association has been cancelled under this act, the employees represented by such association shall thereupon cease to be governed by any collective agreement then in force and the arbitration officer appointed under section 10 shall cease to be competent to decide the dispute between such association and the Montreal Transportation Commission or any litigation contemplated in section 8 with respect to a member of such association; moreover, any award rendered under Division III with respect to employees who are members of an association whose certification has been cancelled shall be without effect.

Idem.

Code du
travail ap-
plicable.

26. Les dispositions de la présente loi n'ont pas pour effet de soustraire la Commission de transport de Montréal ni ses employés à l'application du Code du travail.

26. The provisions of this act shall not have the effect of withdrawing the Montreal Transportation Commission or its employees from the application of the Labour Code.

Labour
Code ap-
plicable.

Entrée en
vigueur.

27. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

27. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.